

FORUM Jeudi 26 mars 2009

L'investissement durable jugé gagnant de la crise

Jean-Pascal Baechler

Les défis planétaires et l'impact de la promotion des technologies vertes par Barack Obama au centre d'une rencontre à Genève

«Aujourd'hui, le cash est roi. Mais, une fois la crise résolue, l'argent qui attend ira notamment sur les placements durables.» S'exprimant mercredi à Genève, Matt Christensen, directeur d'Eurosif, le Forum européen pour l'investissement socialement responsable (ISR), a relevé que de nombreux investisseurs ont réalisé qu'une poursuite aveugle du profit à court terme est sans issue. «Il y a une demande accrue de répondre aux risques environnementaux, sociaux ou de gouvernance.»

Intégrer ces dimensions dans les investissements est justement au centre des deux jours du Geneva Forum for Sustainable Investment (GFSI), dont la première édition a débuté hier et où s'exprimait le directeur d'Eurosif. Aujourd'hui, le premier marché pour l'ISR est l'Europe, mais Matt Christensen pense que les Etats-Unis rattraperont rapidement leur retard. «L'arrivée du président Barack Obama et les volets environnementaux de son plan de relance changent la pensée dans le pays. Les institutionnels perdent leur malaise à parler d'environnement et de social.»

Pour le consultant Robert Rubinstein, de Triple Bottom Line Investing, un thème d'investissement prometteur est l'efficacité des bâtiments, «la première source potentielle de baisse des émissions de CO2». La réduction de la dépendance aux énergies fossiles et l'utilisation des ressources d'eau sont d'autres sujets porteurs. «Mais les sociétés les plus intéressantes ne sont pas forcément cotées.»

Choisir les bonnes entreprises sera difficile, a confirmé Per Sandberg, du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD). «Par exemple, qui est le mieux positionné dans l'efficacité énergétique, ABB ou Siemens?» En outre, il est impossible d'établir un lien entre responsabilité et performance financière, a ajouté le professeur à l'Université de Lausanne Guido Palazzo. Les investisseurs devraient donc être critiques

face aux promesses de rendement et aux fonds composés sur la base de notations par des agences ISR.

Mais il est aussi certain que la crise ne change rien à la pression sur les ressources naturelles. En 1950, 70% de la population mondiale vivait en zone rurale alors que 70% vivra en zone urbaine en 2050, a dit Matt Christensen. Entre-temps, la planète passera de 2,5 milliards d'habitants à plus de 9 milliards.

Depuis 20 ans, la communauté internationale intensifie ses efforts pour chercher des réponses. Pour les investisseurs, les Nations unies ont élaboré en 2006 les Principes pour l'investissement responsable (PRI). « Ceux-ci comptent 500 signataires qui représentent 13 000 milliards de dollars sous gestion », a souligné Angela de Wolff, partenaire du cabinet de conseil genevois ConSer Invest et coorganisatrice du GFSI.